

- Prebisch, R. 1952. "Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico", Organización de Naciones Unidas, reproducido en: *América Latina: Ensayos de interpretación económica*. Andrés Bianchi (Comp.) 1969.
- Prebisch, R. 1959. "Commercial policy in the underdeveloped countries", *American Economic Review*, Papers and Proceedings, v. 49, mayo, 251-273.
- Ram, R. 1988. "Economic development and income inequality: Further evidence on the U-curve hypothesis", *World Development* v. 16, n. 11, 1.371-1.386.
- Ram, R. 1997. "Level of economic development and income inequality: evidence from the postwar developed world", *Southern Economic Journal*, v. 64, 576-583.
- Saith, A. 1983. "Development and distribution: a critique of the cross-country U-hypothesis", *Journal of Development Economics*, v. 13.
- Taylor, L. 1989. *Macroeconomía estructuralista: modelos aplicables al tercer mundo*, Tillas, México.
- Thomas, M. 1991. "The evolution of inequality in Australia in the nineteenth century", en Brenner, Y.S. *et al. Income distribution in historical perspective*, Cambridge University Press.
- Tribble, R. 1999. "A restatement of the S-curve hypothesis", *Review of Development Economics*, v. 3, n. 2, 207-214.
- Urrutia, M. 1984. *Los de arriba y los de abajo: la distribución del ingreso en Colombia en las últimas décadas*, Fedesarrollo-Cerec, Bogotá.
- Velez, C.E. 1995. *Gasto social y desigualdad: logros y extras*, DNP, Bogotá.
- Weiskoff, R. 1970. "Income distribution and economic growth in Puerto Rico, Argentina, and Mexico", *Review of Income and Wealth*, 303-332.
- Williamson, J. 1985. *Did the British capitalism breed inequality?*, Allen and Unwin, Boston MA.
- Williamson, J. y P Lindert. 1980. *American inequality: a macroeconomic history*, Academic Press, Nueva York.

NEOLIBERALISME-NEOMILITARISME

Gérard Duménil y Dominique Lévy*

Resumen

Duménil, Gérard y Lévy, Dominique. "Neoliberalismo-Neomilitarismo", *Cuadernos de Economía*, v. xxii, n. 38, Bogotá, 2003, páginas 69-93

La nueva estrategia militar de los americanos responde a motivaciones políticas, pero también debe entenderse en relación con la situación económica. La economía americana no está en una situación de crisis permanente desde los años setenta aunque las tasas de crecimiento se mantienen comparativamente débiles y existe la amenaza de crisis financiera debida a los factores domésticos y al riesgo de contagio proveniente de la periferia. La participación del gasto militar en el PNN es bajo, y los americanos mantienen capacidad para financiar nuevas guerras. La nueva carrera militar debe ser entendida como un componente del sistema general de la hegemonía americana considerando los intereses de este país en el extranjero.

Palabras clave: neoliberalismo, globalización, militarismo, complejo militar-industrial. **JEL:** F020

* G. Duménil es Director de investigación del CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), laboratorio MODEM, y D. Lévy es Director de investigación del CNRS, sección económica, laboratorio CEPREMAP. Para comentarios y reproducción de este material comunicarse con los autores a los correos: dominique.levy@cepremap.cnrs.fr y gerard.dumenil@u-paris10.fr. Artículo recibido el 19 de febrero de 2003 y aprobado por Consejo Editorial el 31 de marzo de 2003.

Abstract

Duménil, Gérard y Lévy, Dominique. "Neoliberalism-Neomilitarism", *Cuadernos de Economía*, v. xxii, n. 38, Bogotá, 2003, pages 69-93

The new military strategy of the US responds to political motivations, but it must also be understood in relation to the economic situation. The US economy is not in a permanent crisis since the 1970s, although growth rates remain comparatively low and a threat of financial crisis exists, due to domestic factors and risks of contagion from the periphery. The share of military spending in NNP is low, and the US has the capability to finance new wars. The military course must be understood as part of the overall framework of global US hegemony, given the importance of interest abroad of this country.

Key Words : Neoliberalism, globalization, militarism, military-industrial complex. **JEL :** F020

Résumé

Duménil, Gérard y Lévy, Dominique. "Néolibéralisme-Néomilitarisme", *Cuadernos de Economía*, v. xxii, n. 38, Bogotá, 2003, pages 69-93

La nouvelle stratégie militaire des États-Unis répond à des motivations politiques, mais elle doit également être appréhendée en relation avec la situation économique. Bien que ses taux de croissance restent comparativement faibles, et en dépit des risques de contagion provenant de pays de la périphérie, l'économie des États-Unis ne se trouve pas en état de crise permanente depuis les années 1970. La part des dépenses militaires dans le PNN est faible, et les États-Unis sont capables de financer de nouvelles guerres. Les nouvelles orientations militaires doivent être comprises comme une composante du système général de l'hégémonie américaine, compte tenu des intérêts de ce pays à l'étranger.

Mots-cléfs : néo-libéralisme, globalisation, militarisme, complexe militaro-industriel. **JEL :** F020

INTRODUCTION

Depuis leur création les États-Unis ont œuvré continûment en vue d'étendre leur territoire et d'asseoir leur domination. Les interventions militaires directes se sont doublées d'innombrables actes subversifs. Ces actions se sont combinées inextricablement à d'autres, d'ampleurs encore plus importantes, comme la participation aux deux guerres mondiales et la lutte contre le "communisme" du temps de la guerre froide.

Dans l'ensemble, il ne servirait à rien de tenter de séparer des composantes de ces luttes qualifiées de *progressistes*, comme la victoire sur le fascisme, de *génocides* (comme l'extermination des populations autochtones), de *conquêtes* ou quasi-conquêtes (comme l'annexion de la moitié du territoire mexicain et les innombrables interventions en Amérique Latine), ou de porter un jugement sur le terrible affrontement dont le Vietnam fut le champ. Dans certaines configurations, ces actions ont rendu à l'établissement de dictatures redoutables ; dans d'autres, à l'exercice de ce qu'il est convenu d'appeler *démocratie*. Elles ont profondément modifié le cours de l'histoire, pour le meilleur ou le pire.

Les modalités de ces affrontements ont fait l'objet de constantes transformations, reflétant celles du capitalisme : ses modes de fonctionnement et ses crises, de même que ses configurations de pouvoir (les dominations et alliances de classe) — aux États-Unis et ailleurs. Cependant, ces efforts visaient tous, en dernière instance, à la préservation d'un ordre capitaliste planétaire sous forme aux intérêts et idéaux des classes dominantes, où se réglait le sort des grandes masses, actrices et sujettes dans ce mouvement, et où les intérêts strictement nationaux venaient se conjuguer à des enjeux internationaux.

Ainsi placé en perspective historique, le néomilitarisme de l'Administration de George Bush Jr, ne doit pas être appréhendé comme un élément singulier et dénotant, même si sa portée véritable reste à évaluer. Il s'inscrit dans une histoire de grande envergure, dont il définit un nouvel épisode. L'avenir dira quelle est son importance.

Cet article n'a pas la prétention de fournir une analyse générale. Il s'interroge uniquement sur le contexte et les fondements économiques de cette nouvelle stratégie militaire. La thèse centrale peut en être résumée de la manière suivante : *bien que de sérieux menaces planent sur le capitalisme mondial, le renouveau militariste des États-Unis n'est pas l'expression d'une fuite en avant face à l'imminence d'une crise majeure. On peut y voir un nouveau pas dans l'établissement d'un ordre mondial, l'ordre néolibéral, sous hégémonie américaine.* Même si cette option militariste n'a pas coïncidé avec le renouveau du pouvoir des propriétaires et la nouvelle violence de son exercice, dont le néolibéralisme est l'expression, il consolide ce pouvoir. Il en constitue un complément naturel face aux menaces que font peser sur l'ordre capitaliste mondial et la prééminence des États-Unis, la désespérance et la révolte que suscite la disparition des rivaux et des alternatives.

La section 1 est consacrée à l'appréciation de la situation de l'économie des États-Unis dans le contexte global de l'économie mondiale. Il souligne tant la banalité de certains événements que l'apparition de nouvelles tendances et l'accumulation de risques importants. Partant de ce constat, la section 2 aborde directement le thème des aspects économiques du nouveau militarisme. On y discute, en premier lieu, la capacité économique des États-Unis à poursuivre cette stratégie ; on tente, enfin, d'établir un lien entre le militarisme américain et l'ordre planétaire néolibéral.

1. CRISE OU RENOUVEAU DU CAPITALISME?

Cette section est consacrée à la caractérisation de la situation économique des États-Unis, dans le contexte de l'économie mondiale. Bien qu'une séparation rigoureuse soit arbitraire, la première section discute les phénomènes de croissance, de récession et de changement technique, alors que la seconde aborde la dimension monétaire et financière de ces processus. Il s'agit de retracer ici les grandes lignes de ces évolutions sans entrer dans leurs aspects techniques (G. Duménil, D. Lévy, *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, Paris : Presses Universitaires de France, 2000).

1.1 Croissance lente, récession et changement technique

1.1.1 Le cadre général

La comparaison entre les premières décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale et la période qui s'étend du milieu des années 1970 jusqu'à nos jours fait ressortir une diminution des taux de croissance des principaux

pays capitalistes développés. Les 25 dernières années du XX^e siècle peuvent être globalement caractérisées comme des années de *croissance lente*.

On ne peut, pourtant, parler d'une crise continue sur un quart de siècle. La lenteur de la croissance fut l'effet de la succession de deux phénomènes de nature distincte. En premier lieu, une crise structurelle, faisant suite à une baisse du taux de profit, frappa les pays capitalistes avancés dans les années 1970 et jusqu'au milieu de la décennie suivante. En second lieu, tirant parti des conditions créées par cette crise, et à la suite d'une longue lutte de classe, un nouvel ordre social vit le jour, le *néolibéralisme*, qui a prolongé la lenteur de la croissance au-delà de la crise.

Le néolibéralisme est l'expression de la réaffirmation du pouvoir, des revenus et des patrimoines d'une partie des classes dominantes : la fraction supérieure et active des propriétaires des entreprises (les actionnaires et créanciers), largement séparée de la gestion directe des entreprises, et dont le pouvoir est concentré dans les institutions financières. Ces modalités de la propriété du capital renvoient à une entité que nous appelons *la finance*. Il ne s'agit pas seulement du secteur financier qui a vu ses revenus et prérogatives s'accroître dans le néolibéralisme. Selon cette terminologie, le néolibéralisme correspond au rétablissement de la prééminence de *la finance*, fortement entamée depuis la dépression des années trente et dans la crise des années 1970.

Taux de croissance annuels moyens du PIB (%)

Décennie	1950	1960	1970	1980	1990
États-Unis	4,1	4,4	3,2	3,0	3,0
France	4,5	5,7	4,1	2,4	1,7

L'ordre néolibéral n'est pas, par principe, opposé à la croissance, mais la croissance n'en est pas un objectif primordial. Le transfert du profit des entreprises vers la finance et les nouvelles règles de gestion se sont accompagnés d'une diminution des taux d'accumulation : partout, même si cette baisse fut moins forte aux États-Unis. Le tableau indique les taux de croissance des États-Unis et de la France par décennie. Le ralentissement de la croissance y est clairement apparent.

La situation est différente en matière de changement technique. Le néolibéralisme s'est accompagné d'avancées technologiques et organisationnelles en partie suscitées par la discipline qu'il a imposé sur les travailleurs et les

gestionnaires ainsi que par la restructuration du système productif qu'il a impulsée.

La transformation majeure qui définit le nouveau cours du changement technique, a trait aux rythmes et formes de la mécanisation, plus précisément aux masses de capitaux que requiert la production. Au cours de la période qui s'étend du milieu des années 1960 au milieu des années 1980, les gains réalisés en matière de productivité du travail exigeaient une mécanisation coûteuse, c'est-à-dire des investissements élevés en capital fixe. Une même production requerrait toujours davantage de capital, c'est-à-dire le rapport de la production au capital (ou productivité du capital) baissait, entraînant le taux de profit à la baisse. Ce mouvement est désormais inversé et la productivité du capital augmente, ce qui contribue au rétablissement du taux de profit.

Le ralentissement de la croissance peut paraître en contradiction avec ce nouveau cours plus favorable du changement technique caractéristique des deux dernières décennies du XX^e siècle. L'explication est que la remontée du taux de profit ne s'est pas manifestée dans des taux d'accumulation plus élevés, du fait de l'établissement des nouveaux flux de revenu en faveur des classes dominantes et de l'imposition sur les entreprises d'une forte contrainte de rentabilité (mieux vaut être plus petit et très rentable que de chercher à étendre à tout prix la taille de l'activité, comme l'exprime, par exemple, le refus de s'endetter à des taux d'intérêt élevés).

Une fois qu'on a saisi la nature et les objectifs du néolibéralisme, il apparaît erroné de parler de son *téchet*. Jugé à l'aune de ses objectifs, il fut un grand succès. Pour les classes dominantes, la croissance lente est un élément de second ordre relativement au rétablissement des prérogatives du capital, notamment ses revenus.

1.1.2 Les écarts de performance entre pays

À l'intérieur de ce cadre général, les situations des divers pays diffèrent considérablement. C'est dans ce contexte hiérarchique qu'il faut appréhender l'évolution plus favorable des États-Unis.

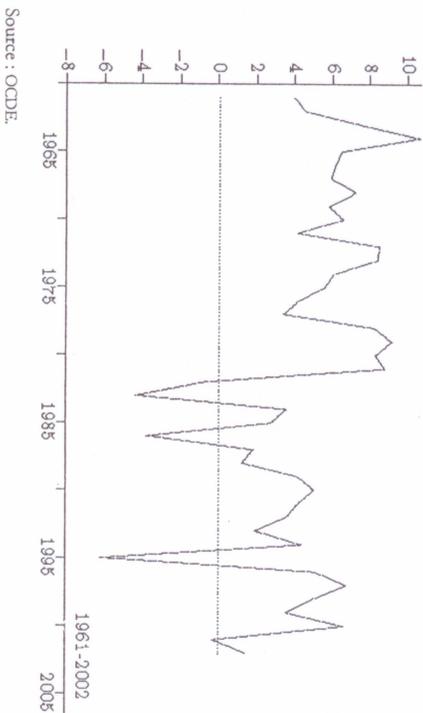
En premier lieu, la restructuration des modes de financement des entreprises en Europe a particulièrement diminué les rythmes de croissance. Dans ces pays, les entreprises se finançaient largement par le crédit, une modalité du financement des activités non financières des entreprises qui disparaît graduellement. Les entreprises françaises, par exemple, sont encore occupées à se

désendetter. L'appel à l'auto-financement était, dans ces pays, moins élevé qu'aux États-Unis (alors que cette modalité de financement est désormais quasi exclusive dans néolibéralisme).¹ En Europe, le ralentissement de l'accumulation s'est traduit par le gonflement d'une vague de chômage *durable*, renforcée par les rythmes comparativement soutenus de mécanisation. Ainsi ce trait majeur de la crise des années 1970, le chômage, s'est-il trouvé pépétué, ce qui brouille les frontières entre crise structurelle et sortie d'une telle crise.

En second lieu, la mondialisation actuelle de l'ordre néolibéral, par l'ouverture des frontières aux capitaux internationaux et la destruction des modèles de développement alternatifs, a eu des effets désastreux sur les conditions de vie des classes dominées des pays affectés (alors que certaines fractions des classes dominantes de ces pays y voyaient l'occasion de s'insérer dans l'économie néolibérale des États-Unis et du monde). La croissance de la dette extérieure, contractée alors que les taux d'intérêt corrigés de l'inflation étaient très faibles, fait peser sur certains des pays de la périphérie, dans le contexte des taux d'intérêt élevés caractéristiques du néolibéralisme, un poids insoutenable. La capacité de croissance de ces pays est sensiblement diminuée et ils connaissent une instabilité accrue : ils sont entraînés dans des crises majeures. Les caractères structurels, si l'on peut dire, de ces dérèglements donnent à ces dernières des caractères de crise chronique, au sens où l'on parle d'une maladie chronique dégénérative.

1 L'émission d'actions, déduction faite des achats d'actions par les entreprises, représente un apport de fonds négligeable, parfois négatif. C'est une caractéristique générale du néolibéralisme que tout se passe comme si les profits payés en intérêts et distribués en dividendes ne revenaient pas aux entreprises non financières en contribuant à leurs sources de financement. Hors de l'auto-financement, les entreprises peuvent : (1) émettre des actions nouvelles : *la contribution nette totale de cette source est pratiquement nulle* ; (2) emprunter : *comme tenu des hauts taux d'intérêt les entreprises n'empruntent que pour effectuer des paiements financiers (on exemple, prêter à des taux plus élevés)*. On peut discuter des causes de ces mécanismes qui se prêtent à plusieurs interprétations, voir la discussion entre Michel Husson et les auteurs de cet article (M. Husson, "Années 1970, la crise et ses leçons", in Séminaire Marxiste, *Crises structurelles et financières du capitalisme au 20^e siècle*, Paris : Syllepse, 2001, p.31-52).

FIGURE 1
TAUX DE CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT : MEXIQUE



Source : OCDE.

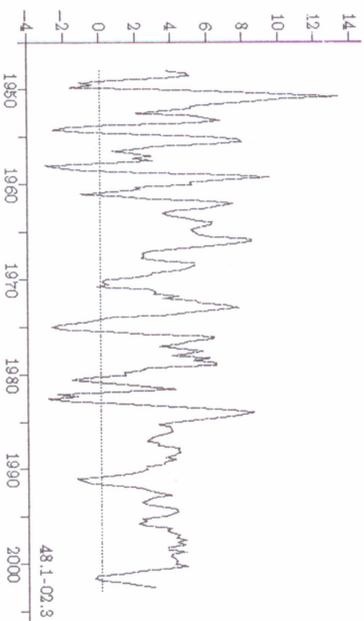
Une analyse de la rupture que les politiques néolibérales ont provoquée chez ses bons élèves de la périphérie dépasse les limites de cet article. On se contentera ici d'une seule illustration, celle de l'économie mexicaine. La figure 1 montre le taux de croissance de ce pays depuis 1961. Avant 1981, les taux de croissance oscillaient autour de 6,3%. La chute est ensuite spectaculaire, avec des taux divisés par près de 3, et la récurrence de récessions importantes. On a souvent décrit l'effet redoutable de la crise de 1994 sur la société mexicaine : misère et violence.

Le cas du Japon est assez particulier. Il fut lui-même entraîné dans le mouvement de baisse du taux de profit de l'après-guerre, mais, partant de très haut, ses taux d'accumulation restèrent relativement élevés. A la fin des années 1980, l'économie japonaise était présentée comme un modèle. L'ouverture au néolibéralisme vint à bout de cette relative supériorité en détruisant les ressorts de la croissance propre à ce pays (le financement du secteur non-financier par des crédits bancaires à taux très faibles et bien des aspects du modèle japonais). De plus, il semble que le nouveau cours favorable du changement technique, observé aux États-Unis et en Europe, ne se manifeste pas dans ce pays. En l'absence de ce rétablissement, et sous le poids des prélèvements de la finance, le Japon s'est enfoncé dans la crise.

1.1.3 La récession américaine

L'actualité du début du XXI^e siècle est marquée par la survenue d'une récession aux États-Unis. Cette récession va peut-être marquer un point de rupture dans la perpétuation de l'ordre néolibéral, mais elle se présente au premier abord comme un événement banal.

FIGURE 2
TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DU PIB (%) : ENSEMBLE
DE L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS



La série est celle des taux de croissance enregistrés au cours de chaque trimestre par rapport au même trimestre un an plutôt. Bien qu'il y ait une observation par trimestre, il s'agit donc de rythmes de croissance sur un an. Il s'agit de la même variable que celle utilisée pour calculer les moyennes décennales du tableau de la section 1.1.1. Sources : Bureau of Economic Analysis, NIPA.

La contraction actuelle du taux de croissance aux États-Unis n'est pas d'ampleur exceptionnelle. La figure 2 montre, pour chaque trimestre depuis 1948, le taux de croissance de l'économie des États-Unis sur un an (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Cette figure rappelle que le taux de croissance est une variable instable, qui tend à s'emballer (surchauffe) et se contracter (récession) de manière récurrente. Lorsque le taux de croissance chute subitement, il passe de valeur de l'ordre de 4 ou 5% à des taux nuls ou négatifs. Les contractions se produisent en environ un an (4 trimestres), de même que les rétablissements. À strictement parler, c'est lorsque des taux négatifs de croissance (des taux de décroissance) sont enregistrés qu'on peut parler de récession, puisque la production totale diminue.

Le rétablissement qu'on observe sur la figure jusqu'au troisième trimestre 2002, est également dans la ligne des mouvements précédents. Rien dans le

*profil de la récession ne signale donc un événement d'ampleur exceptionnelle. Les caractères de la situation macroéconomique aux États-Unis depuis le milieu des années 1980 vont à l'encontre de la thèse d'un enfoncement graduel dans une crise commencée au milieu des années 1970.*²

1.1.4 Crise ?

Au total, on ne peut affirmer que le capitalisme des États-Unis a connu 25 ans de crise. Il a traversé une crise structurelle dans les années 1970 et au début des années 1980. Cette crise a été l'occasion d'une réaffirmation de l'ordre capitaliste mondial dans toute sa violence, qui a interdit le rétablissement des taux de croissance à ses niveaux d'après la Seconde Guerre mondiale. Mais les États-Unis sont sortis de la crise structurelle.

Le bilan concernant le reste du monde est plus complexe. A l'exception peut-être du Japon, la sortie de la crise structurelle des années 1970, est générale, bien que le chômage, caractère majeur d'une telle crise, continue à sévir en Europe. Les pays de la périphérie sont secourus par des crises récurrentes et ont perdu beaucoup de leur capacité de croissance, ce qu'on peut qualifier de *crise néolibérale chronique*. Le Japon cumule les effets négatifs de la baisse du taux de profit et de la transition vers le néolibéralisme.

Il faut donc accepter la diversité de ces traits du capitalisme contemporain : la coexistence d'un rétablissement en force de l'ordre capitaliste mondial sous la domination des États-Unis, et un éventail de situations qui sont les corollaires de cette réaffirmation.

1.2 Le crédit et la finance

Une analyse minutieuse de la situation macroéconomique des États-Unis pousse, cependant, à une appréciation plus nuancée. On peut proposer deux formulations alternatives qui, à notre avis, se complètent plus qu'elles ne s'opposent : (1) La crise n'est pas là, mais les menaces sont fortes ; (2) Le néolibéralisme va nécessairement entrer dans une nouvelle phase. On va d'abord aborder cette analyse du point de vue du centre, avant de l'étendre à la périphérie.

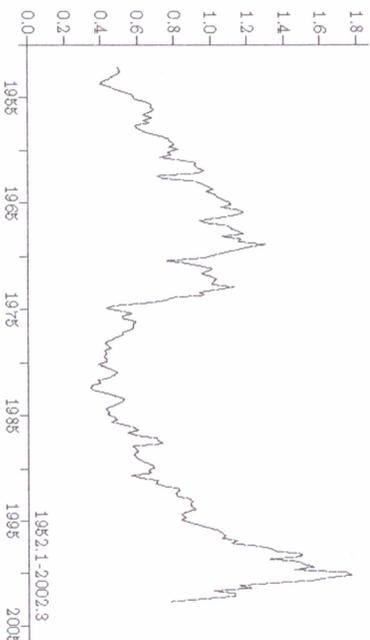
2 Un argument mis en avant par les tenants de cette thèse est que le taux d'utilisation des capacités de production dans le secteur manufacturier a diminué depuis les années 1970 (Monthly Review, Editors, "The New Face of Capitalism: Slow Growth, Excess Capacity, and a Mountain of Debt", *Monthly Review*, 53 (2002), n° 1).

1.2.1 Menaces au centre et intervention étatique : les ménages

Les analystes de l'économie des États-Unis convergent dans l'identification d'une menace financière. On peut en définir deux aspects : la chute des cours de bourse et l'accumulation de dettes. Comme les cours de la bourse ont déjà sensiblement baissé, l'accent est généralement mis désormais sur le second aspect.

Certains voient dans la récession actuelle le prologue d'un effondrement. Ils lient la récession à la chute des cours de la bourse, invoquant l'effet de richesse et son renversement : les ménages, voyant leur portefeuille boursier se valoriser, se croyaient riches, empruntaient, et dépensaient, d'où le boom ; ils auraient maintenant le sentiment de s'appauvrir, d'où la récession.³

FIGURE 3
COEFFICIENT q DE TOBIN : ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS
DES ÉTATS-UNIS



La série est le rapport de la capitalisation boursière des sociétés des États-Unis (l'évaluation qu'en donne les cours de bourse) à leur valeur déterminée par la comptabilité (l'ensemble des actifs diminués des dettes).
Source : Fédéral Reserve, Flows of Funds.

3 Cette analyse est très répandue. Voir, par exemple, l'interprétation qu'en donne François Chesnais (F. Chesnais, "La 'nouvelle économie' : Une conjoncture propre à la puissance hégémonique américaine", in Séminaire Marxiste, *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, Paris : Syllepse, 2001, p. 41-70). On trouve la même idée dans R. Brenner, *The Boom and the Bubble*, Londres : Verso, 2002.

La figure 3 témoigne de la réalité de la chute des cours. Elle retrace l'évolution du rapport de la capitalisation boursière des sociétés des États-Unis (l'évaluation qu'en donne la bourse) à leur valeur nette comptable (l'ensemble des actifs diminué des dettes). Ce rapport est connu comme le *coefficient q de Tobin*. Une valeur de 1 correspond à des évaluations comptable et boursière identiques. C'est un point de repère, bien qu'il n'y ait pas de justification théorique d'une gravitation autour de cette valeur.

On voit très bien dans le profil de ce rapport la chute dans la crise structurelle des années 1970, une division par au moins 2, puis la remontée graduelle dans le néolibéralisme, jusqu'au sommet de 2000 : la formation de ce qu'il est convenu d'appeler la *bulle spéculative*. On observe ensuite la chute jusqu'à 1.

Identifie-t-on dans le mouvement de cette variable et ses conséquences sur le comportement des ménages, la cause de la croissance des années 1990 et de la récession ? La réponse est négative. Certes, la dépense des ménages fut soutenue par le crédit ce qui aurait pu être l'effet de leur enrichissement viruel boursier (l'anticipation de la continuation de la hausse de la bourse les poussant à dépenser en s'endettant plutôt qu'en vendant leurs titres). Cette interprétation s'accorde mal avec l'observation qu'ils ont continué à dépenser et à s'endetter durant la chute des cours et dans la récession, comme si de rien n'était.

Le taux d'endettement des ménages s'est fortement accru avec le néolibéralisme. Leur dette totale équivalait avant les années 1980 à environ 60% de leur revenu disponible. En une vingtaine d'années, elle est montée à plus de 100%. Le taux d'épargne financière des ménages, c'est-à-dire la fraction de leur revenu qu'ils ne dépensent pas en consommation ou achat de logements, est tombé à pratiquement zéro aux États-Unis. Cette situation a pour contrepartie un déficit extérieur chronique et la croissance de la dette vis-à-vis de l'extérieur.

Il faut saisir, à ce propos, que les organismes (agenciers) de l'État fédéral interviennent massivement, et de manière croissante, dans le soutien de l'expansion du crédit aux ménages. Ces institutions achètent aux banques les crédits hypothécaires, les garantissent et les revendent sous la forme de titres, équivalents à des bons du Trésor, etc. Cette garantie publique est un élément clef de la poursuite du crédit bancaire aux ménages, et donc de leur dépense, qui illustre bien les limites des potentialités des mécanismes de marché au cœur même du néolibéralisme !

1.2.2 Menaces au centre : l'investissement des entreprises

La récession est, en fait, l'expression de la chute de l'investissement des entreprises. La part des profits des entreprises distribuée en dividendes, une fois payés impôts et intérêts, n'a pas cessé de s'accroître au cours des deux décennies néolibérales. Ce qui reste aux entreprises, le profit retenu pour s'auto-financer, la principale source du financement de l'investissement, est réduit à peu de chose. Ces distributions ne sont guère affectées par les récessions. Toute chute de l'activité annule désormais ces profits retenus par les entreprises. La politique monétaire (la baisse des taux d'intérêt) ne parvient guère à stimuler l'investissement. Les banques hésitent à prêter car elles ne bénéficient pas des mêmes garanties étatiques que dans le cas des prêts aux ménages, et sont rendues méfiantes par la multiplication des faillites et des scandales financiers, de purs produits du néolibéralisme.

Le néolibéralisme, comme expression du pouvoir des propriétaires du capital, s'est appuyé sur une alliance avec les cadres du sommet de la hiérarchie, ce que nous appelons *l'interface propriété-gestion*, l'univers du très haut management et des conseils d'administration. La rémunération de ces gestionnaires (notamment par la distribution de *stock options*) est directement tributaire de la poursuite de la prospérité apparente des firmes et de la croissance des cours de bourse, pendant au moins quelques années (celles requises par la maturation des options). Ces enjeux représentent une incitation majeure à la distribution de dividendes, à la dissimulation ou à la prise de risques excessifs, en particulier par des interventions sur le marchés dérivés (dans le cas d'Enron, par exemple, par la vente à terme conditionnelle de contrats sur la fourniture d'énergie). Lorsque ces opérations se terminent mal, la chute peut être vertigineuse.

On met souvent en cause, dans cette analyse les masses de dettes des entreprises. Cette croissance de la dette est bien réelle, mais elle a pour contrepartie la détection massive d'actifs financiers (même hors actions). En fait, beaucoup de grandes entreprises américaines se comportent comme des intermédiaires financiers, empruntant d'une part et prêtant, ou plaçant, d'autre part. Si l'on soustrait de la dette des entreprises, leurs avoirs financiers, la dette nette ainsi calculée est historiquement faible ! Au total on peut parler, dans ce sens, de désendettement, mais cette construction financière au cœur du système productif introduit évidemment un élément de fragilité.

1.2.3 Menaces extérieures

La succession des crises financières néolibérales dans les pays de la périphérie et l'effondrement des taux de croissance de ces pays font peser sur les pays du centre, et surtout les États-Unis, un risque économique considérable. Non seulement la hausse formidable de la dette extérieure de certains de ces pays ne leur laisse aucun espoir, mais elle constitue un élément de fragilité pour le système financier du centre qui détiend ces créances.

1.3 Menaces de crise et nouvelle phase du néolibéralisme

La survenue d'une crise majeure au centre déboucherait certainement sur l'entrée du néolibéralisme dans une nouvelle phase ou son dépassement, renforçant les contrôles et interventions centralisées. Il se peut également que l'éventualité d'une crise perçue à travers certains déréglages suffise à provoquer une transformation significative, introduisant à une telle phase :

1. *La crise financière n'est pas là, mais la construction néolibérale, archaïque dans plusieurs de ses aspects, et la dérive des revenus en faveur du capital, représente un danger sérieux.* Mais il faut immédiatement ajouter à cette constatation que la matérialisation de cette menace déclencherait une réponse gouvernementale vigoureuse. Toute l'histoire du capitalisme, en général, et du néolibéralisme, en particulier, le prouve, l'État américain vole et volera au secours de son économie, avec plus ou moins de succès évidemment. La référence à la *pureté* des marchés est, dans le néolibéralisme, pure idéologie. Tout sera fait, comme on l'a vu dès les premiers pas du néolibéralisme (dans la crise des banques et des caisses d'épargne du début des années 1980), et comme on peut de nouveau le voir dans la gestion de la récession actuelle (la vigueur de la politique monétaire, par la baisse des taux d'intérêt des crédits à court terme, et l'intervention publique dans les mécanismes du crédit).

2. *La récession pourrait coïncider avec l'entrée dans une nouvelle phase du néolibéralisme.* La poursuite de la stimulation de la demande des ménages et l'approfondissement de la dette extérieure vont évidemment rencontrer certaines limites. Le paroxysme de la distribution des revenus du capital (intérêts et dividendes) et la hauteur des taux d'intérêt réels à long terme (et à court terme hors des récessions) mettent en question la poursuite de l'accumulation aux États-Unis, essentiellement financée par les profits retenus par les entreprises. Renforcer l'investissement, chroniquement faible sous le néolibéralisme, pourrait

imposer des renoncements douloureux à la finance (baisser les taux d'intérêt, distribuer moins en dividendes, ce qui renforcerait la chute des cours de la bourse...). Le rapport de force entre les États-Unis et l'Europe pourrait s'en trouver modifié, ébranlant la supériorité des performances de croissance des États-Unis sur l'Europe, un élément clef dans le dispositif de la propagande néolibérale, intérieure et extérieure, et crucial au maintien à long terme de l'hégémonie américaine.

Le précédent historique de la crise de 1929 est riche d'enseignement. On peut en rappeler ici deux éléments :

1. Il faut d'abord noter que le risque d'une crise majeure où les mécanismes monétaires et financiers joueraient un rôle important, n'est en rien contradictoire avec l'affirmation de trajectoires plus favorables du changement technique telles que celles des deux dernières décennies du XX^e siècle. La crise de 1929 est survenue dans le contexte d'un tel retard (au cours de la première moitié du XX^e siècle).
2. L'incapacité à réagir, au début des années 1930, à un effondrement économique sans précédent contribua largement à l'approfondissement et l'allongement de la dépression. La crise produisit une transformation majeure des politiques, du *New Deal* au compromis keynésien de l'après-guerre, mais avec un retard de plusieurs années. De nos jours, la situation est très différente. La survenue d'une crise majeure ou le simple déclassement des États-Unis dans la hiérarchie des performances mondiales produiraient un renforcement immédiat de l'intervention étatique. Dans un contexte différent et sous des formes moins violentes, l'histoire pourrait ainsi se répéter, en ce sens que la détérioration de la situation économique américaine déboucherait sur un nouveau cours des politiques. Savoir si le terme *néolibéralisme* resterait approprié dépendrait des conditions politiques de cette transformation (qui supporterait le coût de cet ajustement ?).

2. LE CONTEXTE ET LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DU NOUVEAU MILITARISME

Cette section appréhende plus directement le thème du nouveau militarisme des États-Unis, toujours d'un point de vue économique. Une question préliminaire est celle du financement de la guerre. Les États-Unis ont-ils les moyens de supporter le coût de la guerre ? Quelles peuvent être les conséquences de ce financement sur la situation économique ? Le reste de la

section est consacré aux enjeux. Comment la nouvelle stratégie militaire trouve-t-elle sa place au sein du nouvel ordre mondial dont les États-Unis tentent de consolider et de poursuivre la mise en place ?

2.1 Financer la guerre

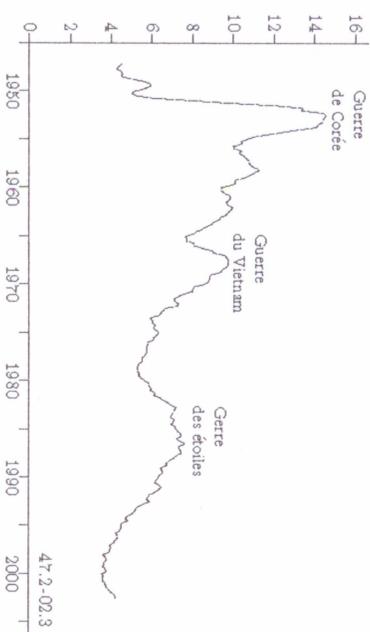
2.1.1 Le budget militaire

On peut répondre par l'affirmative à la question de la capacité de financer la guerre. L'effort militaire, actuellement faible, est à la portée de l'économie des États-Unis.

La hausse récente des dépenses militaires est un phénomène réel. Si l'on compare le niveau atteint au troisième trimestre de l'année 2002, à la moyenne de l'année 2000, la hausse est de 24%. Une augmentation de 15%, par rapport à 2002, est prévue dans le budget de 2003. Mais il faut mettre cette augmentation en perspective.

La figure 4 décrit l'évolution du budget militaire des États-Unis dans la production nette totale de ce pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Les dépenses avaient culminé à 44% pendant la guerre (pour redescendre au-dessous de 5% à la fin des années 1940). La guerre de Corée provoqua une remontée très forte et subite. Globalement, les années qui suivirent furent marquées par une diminution graduelle, temporairement ralentie par la Guerre du Vietnam et le programme, dit de la guerre des *états*, de Ronald Reagan. On observe finalement la chute, à la fin des années 1990, jusqu'à moins de 4%.⁴ Ce déclin ne remet évidemment pas en question le gigantisme des dépenses militaires américaines dès lors qu'on les compare aux dépenses des autres pays (le budget militaire des États-Unis est supérieur au total de ceux des 25 autres pays où ces budgets sont plus importants). La remontée récente est nette, mais les niveaux actuels restent bas. Partant d'un minimum d'environ 3,8% en 2000, on a maintenant atteint 4,3% (au troisième trimestre 2002). Ce profil général suggère que le budget militaire peut encore croître sensiblement sans étouffer l'économie américaine.

FIGURE 4
PART DES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE PRODUIT NATIONAL NET (%): ÉTATS-UNIS



Source: Bureau of Economic Analysis, NIPA.

2.1.2 Un keynésianisme militaire ?

L'accroissement récent des dépenses militaires demeure peu de choses par rapport à la masse et aux fluctuations de la dépense des ménages (consommation et investissement) ou de l'investissement des entreprises. Pour fixer les idées, la dépense des ménages représentait, en 2001, 76% du PNN. Les dépenses militaires contribuent au déficit des dépenses publiques, mais elles ne possèdent aucune vertu particulière en cette matière. Si les États-Unis décidaient d'augmenter le déficit budgétaire pour stimuler la croissance, ils pourraient le faire de bien d'autres façons (les républicains préférèrent toujours la baisse des impôts sur le revenu).

De même que cette augmentation des dépenses militaires s'accommode de la récession commencée en 2000, il ne faut pas s'imaginer qu'une crise plus grave interdirait la poursuite de l'effort militaire. Encore une fois, le parallèle avec l'entre-deux-guerres est riche d'enseignement. Alors que l'économie rechutait en 1937 au terme d'une première phase de sortie partielle de la dépression, l'effort d'armement en préparation de la guerre allait projeter l'économie des États-Unis hors de la crise et la pousser vers les niveaux d'activité extrêmes de la guerre. Si une crise majeure se matérialisait de nos jours, ce qui n'est pas le cas pour le moment, l'effort de guerre pourrait arrêter l'effondrement. Qu'on nous comprenne bien : nous ne soutenons pas que les États-Unis, au seul

4

On peut noter qu'aujourd'hui que les dépenses militaires représentaient une part décroissante de la production des États-Unis depuis la guerre, celle des dépenses de maintien de l'ordre et de la sécurité sont passées de 0,7% du PNN en 1952 à 2,3% en 2001.

d'une telle crise, se lancent actuellement dans un programme d'armement pour contrer les effets de cette crise. Nous affirmons que la survenue éventuelle d'une telle crise n'interdirait pas l'effort de guerre.

Ce parallèle avec l'entre-deux-guerres est utile puisqu'il permet de rejeter des modes de raisonnement trop simples qui voient dans la santé économique d'un pays la condition de la conduite d'une stratégie militaire. Mais cette comparaison est aussi trompeuse, car ni les menaces actuelles d'instabilité ni celles de la guerre ne nous semblent à la mesure de ce précédent historique.

Il convient, au total, d'éviter deux thèses, d'ailleurs contradictoires, que l'analyse de la situation contemporaine ou des précédents historiques réfutent l'une comme l'autre : (1) Les États-Unis se jettent dans la guerre pour faire face à une grande crise (*ils ne sont pas dans une telle crise*) ; (2) Ils n'auront pas les moyens de financer la guerre car ils vont entrer dans une crise (*raisonnement doublement abusif car cette imminence est loin d'être prouvée, et car une crise majeure n'interdirait pas l'effort militaire*). La situation actuelle des États-Unis se résume en deux éléments : l'existence d'une récession et les risques d'instabilité financière. Notre thèse est que le nouveau cours militaire possède un très fort degré d'autonomie vis-à-vis de ces conditions, les États-Unis ayant la possibilité d'augmenter leur dépenses militaires indépendamment de la conjoncture économique.

2.2 Le nouvel ordre économique mondial

2.2.1 Le complexe militaro-industriel et la finance

Il ne faut pas se tromper concernant la nature des pouvoirs qui commandent la dynamique du capitalisme américain. Certes, le complexe militaro-industriel représente une force non négligeable, mais ce n'est pas le cœur du système capitaliste des États-Unis.

Le tableau donne la liste des 10 principaux fournisseurs du Pentagone en matière de défense, en 1991. Le premier est *Lockheed Martin*, avec des contrats de près de 15 milliards de dollars, sur un chiffre d'affaires de 24 milliards, suivi de Boeing avec 13 milliards sur 58. Le dixième est *General Electric* avec 1,7 milliards sur 126 de chiffre d'affaires. Ces entreprises sont de grandes tailles. En termes de capitalisation boursière à la bourse de New York (NYSE), *General Electric*, un conglomérat industriel et financier, est première. Le tableau montre cependant que ces entreprises ne représentent qu'une petite fraction du système des grandes entreprises. *Lockheed Martin*, par exemple, est classée au 65-ième rang. À l'exception de *General Electric*, les

plus grandes entreprises du pays sont des compagnies pétrolières, des grands magasins, des entreprises financières, des assurances, des entreprises pharmaceutiques, qui n'ont pas de rapports particuliers avec l'armée, etc. Sur les 50 entreprises dont les capitalisations boursières sont les plus importantes, 15 appartiennent au secteur financier et aux assurances, et 10 au secteur de la pharmacie et de la santé.

Il faut bien saisir dans cet ensemble la place croissante qu'occupe le secteur financier, considérablement renforcée par le néolibéralisme. La figure 5 montre la part de trois secteurs dans les profits totaux des sociétés des États-Unis : le secteur manufacturier domestique, le secteur financier et le reste du monde (les profits réalisés sur les investissements directs à l'étranger). Dans les années 1970, la part des profits des sociétés réalisée par le secteur financier fluctuait autour de 15%. Dès le milieu des années 1980, une fois apurée la crise financière qui suivit l'affirmation du néolibéralisme, ce taux passa à 20% et atteint maintenant 30%. La part des profits réalisée par le secteur financier dépasse donc désormais celle du secteur manufacturier domestique qui n'a fait que se réduire.

La part des profits du secteur manufacturier militaire est difficile à évaluer, mais très faible. Pour en donner une idée, on peut faire le cumul des profits réalisés par les industries produisant aux États-Unis mêmes, à des fins civiles et militaires : les véhicules à moteur (automobiles, camions...), les avions, les bateaux et les fusées. En 1999, ce secteur réalisait seulement 2,1% des profits des sociétés.

Le néolibéralisme est l'expression du pouvoir des propriétaires des grandes entreprises de tous secteurs. Le secteur financier y occupe une place centrale et croissante. C'est ce pouvoir qui définit la politique économique et la politique générale des États-Unis.

Les dix premières entreprises bénéficiant de contrats avec le Pentagone en 2001

	[1]	[2]	[3]	[4]
[1] Montant des contrats				
[2] Chiffre d'affaires				
[3] Capitalisation boursière (total)				
[4] Capitalisation boursière (rang)				
Nom	[1]	[2]	[3]	[4]
1. Lockheed Martin	14,7	24,0	30,1	65
2. Boeing	13,3	58,2	37,5	48
3. Newport News (1)	5,9			
4. Raytheon	5,6	16,9	14,1	135
5. Northrop Grumman Corp. (1)	5,2	13,6	13,9	136
6. General Dynamics	4,9	12,2	18,9	104
7. United Technologies	3,8	27,9	36,3	50
8. TRW, Inc (1)	1,9	16,4	7,4	244
9. Science Applications International Corp. (2)	1,7	6,1		
10. General Electric	1,7	125,9	336,0	1

En milliards de dollars

(1) Newport News a été absorbée par Northrop Grumman en novembre 2001.

Le chiffre d'affaires et la capitalisation boursière de Northrop Grumman décrivent la situation à la fin 2001, après la fusion.

TRW et Northrop Grumman ont fusionnées en décembre 2002.

(2) Science Applications International Corporation (SAIC) est la plus grande société de recherche et d'ingénierie des États-Unis possédée par ses employés.

Sources :

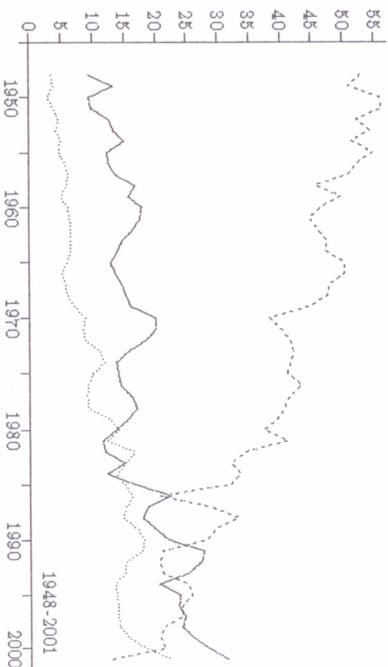
- Department of Defense, Washington,

<http://webl.whs.osd.mil/pedhome/proccstat/proccstat.htm>

- New York Stock Exchange, <http://www.nyse.com/markinfo/markinfo.html>

- Sites Web des différentes entreprises.

FIGURE 5
PART DE TROIS SECTEURS DANS LES PROFITS TOTAUX DES SOCIÉTÉS
DES ÉTATS-UNIS (%): SECTEUR MANUFACTURIER (-----), SECTEUR
FINANCIER (—), ET RESTE DU MONDE (.....)



Il s'agit des profits avant impôts sur les profits. Le reste du monde correspond aux profits réalisés sur les investissements directs des États-Unis à l'étranger, diminués des investissements directs des étrangers aux États-Unis (ces profits peuvent être rapatriés ou non). Les secteurs non représentés sont le commerce, la construction, les transports, les services et les services publics. Source : Bureau of Economic Analysis, NIPA.

2.2.2 L'ouverture internationale et les multinationales

La marche en avant du néolibéralisme sur le plan international, à partir de son centre, les États-Unis, possède plusieurs dimensions, qui constituent de véritables agressions vis-à-vis du reste du monde. On peut en rappeler trois :

1. *L'ouverture des frontières commerciales*. Le libre échange peut être considéré comme un objectif désirable à long terme, à l'intérieur de régions mondiales réunissant des pays de niveaux de développement similaires. La création de telles zones requiert de lents processus d'ajustement et la capacité des pays concernés à mener des politiques susceptibles d'y contribuer. L'ouverture brutale d'économies de niveaux de développement très différents a toujours pour effet la destruction du plus faible. Pour s'adapter à la concurrence accrue, il faut en posséder les moyens financiers et le savoir-faire. Une telle transformation requiert l'évolution des structures sociales. Dans les conditions de la confrontation de l'économie des États-Unis et des pays de la périphérie, ces ouvertures brutales font le jeu des multinationales et

la misère des populations exposées. Ces politiques sont favorables aux pays dominants ; elles ne suscitent pas le développement.

Sans en revenir aux ravages que provoqua la domination de l'Angleterre sur l'Inde, dont Marx avait dressé le tableau saisissant⁵, on peut évoquer de nouveau ici l'exemple du Mexique. L'ouverture de ses frontières commerciales a ruiné d'importants secteurs de ce pays, en favorisant l'importation de biens étrangers, surtout dans le contexte de taux de change élevés destinés à lutter contre l'inflation et rassurer les investisseurs étrangers. De même, la récente exposition de l'agriculture de la Colombie à la concurrence de celle des États-Unis, beaucoup plus productive et subventionnée, a ruiné les campagnes du pays, ajoutant à la misère et à la violence, etc.⁶

2. *La libre mobilité des capitaux*. Elle représente un élément clef dans la mondialisation de l'ordre néolibéral⁷. L'ouverture brutale entre pays très inégaux, et la mise en place de cadres institutionnels qui interdisent les politiques nationales, n'engendre que la misère pour les plus faibles. Elle augmente les inégalités dans ces pays en permettant à leurs classes dominantes de s'intégrer, à leur mesure, dans le grand jeu du capitalisme mondial (de placer leurs fonds à Wall Street).

Partout, l'expansion de l'ordre néolibéral procède de la même manière : (1) obtenu, avec la collaboration de certains intérêts locaux, la levée des barrières aux mouvements de capitaux et de toute forme de contrôle des changes ; (2) pénétrer dans ces pays et œuvrer au démantèlement des configurations institutionnelles qui leur sont propres (même dans les pays du centre, par exemple au Japon, en Allemagne, en France...), c'est-à-dire détruire ce qu'il était convenu d'appeler les *modèles de développement alternatifs* ; (3) une fois les fondations de ces économies ébranlées, susciter la poursuite de ce mouvement, en instrumentalisant les crises que l'ordre néolibéral a lui-même créées (par exemple, la transformation néolibérale de l'économie d'Argentine aboutissait à des dé-

5 K. Marx, "La domination britannique aux Indes" (1853), *Œuvres IV, Politique I*, p. 714-720, Paris : La Pléiade, Gallimard, 1994.

6 Si l'Europe avait dû subir un tel cadre de libre concurrence après la Seconde Guerre mondiale, son retard par rapport aux États-Unis s'en serait trouvé perpétué.

7 E. Helleiner, *States and the Reemergence of Global Finance. From Bretton Woods to the 1990s*, Ithaca : Cornell University Press, 1994.

séquilibrés croissants témoignant, à l'évidence, de son échec mais fut poursuivie pendant près d'une décennie, jusqu'à l'explosion).

Le même scénario est sans cesse rejoué. Les mouvements des capitaux liquides (susceptibles d'un dégageant rapide) apportent les capitaux requis par la poursuite des déficits extérieurs créés par l'ouverture des frontières et les taux de change insupportables, et cela pendant un nombre indéterminé d'années, jusqu'à ce que leur départ massif, face au recul permanent des perspectives de stabilisation, provoque la crise financière. Le seul succès de ces politiques fut la victoire sur l'inflation souvent galopante, mais le prix en fut une pression insupportable sur les économies concernées et le choc de la crise. La méthode est souvent la création d'un cadre de politique monétaire implacable (*currency board*) jusqu'à la liquidation, c'est-à-dire le renoncement à toute politique macroéconomique par la perte complète de l'autonomie monétaire.

L'importance croissante de cette extension du terrain de chasse du capital des États-Unis est très bien illustrée par la troisième courbe (.....) de la figure 5. Elle représente la part des profits totaux des sociétés des États-Unis réalisée sur leurs investissements directs à l'étranger (dans toutes les branches). Il s'agit en fait de la différence entre les profits réalisés sur les investissements directs des sociétés américaines à l'étranger et les profits des investissements directs des sociétés étrangères aux États-Unis (bien que ces derniers profits se soient accrûs au cours des dernières décennies, ils ne représentent qu'un cinquième des profits des sociétés américaines sur leurs investissements directs). On voit que ces masses atteignent désormais le niveau des profits du secteur manufacturier domestique. Il faut donc souligner cette double caractéristique du capitalisme néolibéral des États-Unis : la croissance considérable des profits du secteur financier et l'importance des profits réalisés sur les investissements à l'étranger.

3. *La consolidation de la dette extérieure*. La dette extérieure des pays de la périphérie est devenue un enjeu considérable. C'est une pièce maîtresse dans le dispositif qui condamne le développement de ces pays et draine leurs ressources vers le centre. La hausse des taux d'intérêt réels qui a marqué l'émergence du néolibéralisme, à travers ce que nous appelons le coup de 1979, a créé une dynamique d'accroissement de cette dette, par la succession des plans de ré-échelonnement (reculer pour être encore plus incapable de payer davantage).

2.2.3 L'impuissance de la périphérie et l'enjeu pétrolier

En dépit de la violence des processus, on ne peut affirmer que l'extension du terrain de chasse du capital mondial ou la garantie du paiement de la dette s'opèrent actuellement sous une menace militaire directe (mais par la pression diplomatique, les politiques d'ajustements du F.M.I...)⁸. Les procédés de la guerre froide, ou la subversion des tentatives de transformations se réclament du socialisme, par l'imposition de dictatures comme en Amérique Latine, ne sont plus à l'ordre du jour, parce que le bloc soviétique s'est effondré et que les alternatives les plus radicales, mettant en question la propriété capitaliste, se sont elles-mêmes discréditées ou ont perdu leur légitimité révolutionnaire. Mais, à l'échelle de l'histoire, ces temps sont récents (qu'on pense au Chili ou au Nicaragua).

Bien que la révolte contre l'ordre néolibéral ne constitue, pour l'heure, qu'une menace, et que le militarisme américain ne puisse encore s'interpréter comme l'expression pure et simple de la nécessité de garantir les intérêts économiques des États-Unis et des autres pays du centre, c'est pourtant dans ce cadre que se comprend le mieux l'importance directe pour les classes dominantes de la garantie d'un ordre mondial au-delà des rouages économiques de la mécanique néolibérale. La construction et le maintien de cet ordre mondial dont les États-Unis sont les agents, renvoie à une réalité aux multiples facettes où se conjuguent des éléments aussi divers que : la prévention ou la répression du nettoyage ethnique, comme dans le cas de l'ex-Yougoslavie, l'approfondissement des formes les plus avancées de l'oppression comme dans cas de la Palestine, la lutte à outrance contre toutes les forces qui s'en prennent à la population américaine et la défense des intérêts économiques des classes dominantes en général.

Jusqu'où ira la tolérance des pays de la périphérie ? Toute alternative politique de gauche n'est-elle qu'une farce introduisant à la soumission ? En sera-t-il du Brésil de Lula ou de l'Équateur de Gutierrez comme de la France du Parti Socialiste ? Toujours et partout ? Si les victoires des forces de gauche en Amérique Latine devaient faire tâche d'huile et convoier un potentiel de radicalité, le temps des démocraties pourrait s'avérer avoir été de bien courte durée, de la chute des dictatures à leur retour⁹ !

8 Avec des exceptions, par exemple l'intervention militaire liée au contrôle du canal de Panama.

9 C'est là que la domination à l'Américaine (sous le couvert des valeurs démocratiques) de l'Empire de Hardt et Negri paraît bien illusoire : une dangereuse mystification que les leaders des États-Unis ont trouvée bien valorisante (M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Cambridge : Harvard University Press, 2000).

Nulla part la constitution de cette totalité où s'exerce le maintien de l'ordre global, ne révèle mieux sa complexité et la diversité de ses aspects, que dans la lutte pour le contrôle du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. S'y rejoignent l'enjeu économique direct de l'accès aux ressources pétrolières, la lutte contre les dérives radicales de l'Islam, la protection d'Israël, prolongement direct des États-Unis au Moyen-Orient, la lutte contre toute forme d'opposition frontale au pouvoir des États-Unis, comme en Irak, etc.

2.2.4 L'hégémonie américaine

Pour décrire ce rôle des États-Unis dans l'établissement et la prolongation de cet ordre mondial dans tous ses aspects, nous utilisons le concept d'*hégémonie*. Nous lui donnons le sens hérité de l'antiquité grecque (l'hégémonie d'Athènes dans la ligue de Delos, qu'avait suscitée la menace perse) : (1) celui d'une puissance jouant le rôle principal dans la coalition d'un ensemble de cités (désormais d'États), (2) visant à défendre leurs intérêts face à un ennemi commun (désormais dans l'exercice d'une domination commune). L'histoire de la ligue de Delos conduit à ajouter à ce qui précède : (3) dans une configuration qui confère à cet État une position de domination au sein même des coalisés (dans le cas de la ligue de Delos, le passage d'une ligue d'alliés à un empire gardé sous la contrainte).

En dépit du saut dans le temps et des différences évidentes de contexte, cette notion décrit bien ce qui unit les pays du centre dans l'exercice commun de leur domination et le rapport, également de domination, qui résulte au sein de ces pays eux-mêmes de la prépondérance de l'un d'entre eux (nous laissons aux spécialistes le soin de déterminer si cet usage de la notion est conforme à l'utilisation qu'en fit Gramsci).

La complexité du réseau qui se soude actuellement dans le monde néolibéral, sous hégémonie des États-Unis, ne détruit que très partiellement l'importance des États et des nations où ces États incarnent encore (en fait, peut-être *avantagé* que dans les décennies de l'après-guerre) le pouvoir des classes dominantes. Ce rôle des États se double des embryons étatiques supranationaux que sont les institutions internationales. La globalisation néolibérale, par sa violence particulière, rappelle cette réalité — de classe et nationale — à ceux qui seraient enclins à céder aux propagandes de tous bords qui se rejoignent dans l'apologie de l'ordre imposé par États-Unis.